

Table des matières

Sommaire	5
Préface	7
<i>Maria PLOUMEN</i>	
Introduction	9
<i>François STEVENART MEEÛS</i>	
Actualités 2007 en matière d'impôt des personnes physiques	11
<i>Olivier D'AOUT</i>	
1. Législation	11
1.1. Introduction d'une double taxation en raison de la modification de l'article 26 du CIR	11
1.1.1. Références	11
1.1.2. Entrée en vigueur	11
1.1.3. Objet	11
1.1.4. Commentaires	12
1.1.5. Bibliographie	13
1.2. Le nouveau statut des sportifs rémunérés	13
1.2.1. Références	13
1.2.2. Entrée en vigueur	14
1.2.3. Objet	14
1.2.3.1. Principes	14
1.2.3.2. Jeunes sportifs	14
1.2.3.3. Sportifs âgés de plus de 26 ans	15
1.2.3.4. Les sportifs non-résidents dont l'activité exercée en Belgique est inférieure ou égale à 30 jours sur la période imposable	15
1.2.3.5. Sportifs non-résidents dont l'activité exercée en Belgique est supérieure à 30 jours sur la période imposable	16
1.2.3.6. Dispense de versement du précompte professionnel pour les clubs	16

1.2.4. Bibliographie	17
1.3. Le nouveau statut des artistes	17
1.3.1. Références	17
1.3.2. Entrée en vigueur	17
1.3.3. Objet	18
1.3.3.1. Principes	18
1.3.3.2. Régime social	18
1.3.3.3. Régime fiscal	18
1.3.4. Bibliographie	20
1.4. Les indemnités pour chercheur	20
1.4.1. Références	20
1.4.2. Entrée en vigueur	20
1.4.3. Objet	20
1.5. Interdiction générale de déduction des sommes affectées à la corruption	21
1.5.1. Références	21
1.5.2. Entrée en vigueur	21
1.5.3. Objet	21
1.6. Mise en conformité du CIR avec le droit européen concernant l'habitation	22
1.6.1. Références	22
1.6.2. Entrée en vigueur	22
1.6.3. Objet	22
1.7. Maison passive	23
1.7.1. Références	23
1.7.2. Entrée en vigueur	23
1.7.3. Objet	23
1.7.4. Bibliographie	24
1.8. Réduction pour pension	24
1.8.1. Références	24
1.8.2. Entrée en vigueur	24
1.8.3. Objet	25
1.8.4. Bibliographie	25
1.9. Les voitures propres	26
1.9.1. Références	26
1.9.2. Entrée en vigueur	26

1.9.3. Objet	26
1.9.4. Bibliographie	27
1.10. Crédit d'impôt pour agents statutaires à faibles revenus	27
1.10.1. Références	27
1.10.2. Entrée en vigueur	27
1.10.3. Objet	27
1.10.4. Bibliographie	27
1.11. Primes à l'innovation	27
1.11.1. Références	27
1.11.2. Objet	28
1.12. Réduction d'impôt pour dépenses faites en vue d'économiser l'énergie	28
1.12.1. Références	28
1.12.2. Entrée en vigueur	28
1.12.3. Objet	28
1.13. Dépenses de sécurisation pour l'habitation	29
1.13.1. Références	29
1.13.2. Entrée en vigueur	29
1.13.3. Objet	29
1.14. Sécurisation des locaux professionnels	31
1.14.1. Références	31
1.14.2. Entrée en vigueur	31
1.14.3. Objet	31
1.15. Avantages liés aux résultats	33
1.15.1. Références	33
1.15.2. Entrée en vigueur	33
1.15.3. Objet	33
1.15.4. Bibliographie	36
2. Jurisprudence	36
2.1. Plus-values internes	36
2.1.1. Références	36
2.1.2. Commentaires	36
2.1.3. Bibliographie	38
2.2. Avantage de toute nature	39
2.2.1. Références	39
2.2.2. Objet	39

2.3.	Apport d'une patiente par un médecin hospitalier	39
2.3.1.	Références	39
2.3.2.	Commentaires	39
3.	Décisions et circulaires administratives	41
3.1.	Chèques-repas pour les dirigeants d'entreprise	41
3.1.1.	Références	41
3.1.2.	Objet	41
3.1.3.	Bibliographie	43
3.2.	Requalification d'intérêts en dividendes	43
3.2.1.	Références	43
3.2.2.	Objet	43
3.2.3.	Commentaires	44
3.2.4.	Bibliographie	50
3.3.	L'usufruit et son éventuelle requalification sur pied de l'article 344, § 1 ^{er} , du CIR	50
3.3.1.	Références	50
3.3.2.	Objet	50
3.3.3.	Commentaires	51
3.3.4.	Bibliographie	54
3.4.	Admission d'une provision pour «backservice» dans le cadre d'une promesse interne	54
3.4.1.	Références	54
3.4.2.	Objet	54
3.4.3.	Commentaires	55
3.4.4.	Bibliographie	56
	Actualités 2007 en matière d'impôt des sociétés	57
	<i>Yves DEWAELE</i>	
	Introduction	57
1.	Principes généraux – Détermination du bénéfice imposable	58
1.1.	Ajustement du bénéfice vers le bas	58
1.2.	Délai d'imposition – Sous-estimation de l'actif	59
1.3.	Principe de légalité – Provision technique des compagnies d'assurances – Hiérarchie des normes	60

2. Capital	62
2.1. Augmentation de capital – Réserves occultes – Simulation – Preuve – Présomptions	62
3. Quotité exonérée des frais de transport collectif organisé	64
4. Production d'œuvre audiovisuelle – <i>Tax shelter</i>	64
5. Réserve d'investissement – Taux réduit de l'impôt des sociétés	65
6. Primes et subsides régionaux particuliers exonérés	66
7. Primes régionales pour la recherche et le développement	67
8. Provisions pour risques et charges	72
8.1. Principe de l'annualité – Dérogation	73
8.2. Pension complémentaire et règle des 80%	74
8.3. Provision pour garantie de non-location – Révision de prix	75
8.4. Provision pour droits d'enregistrement – Marchand de biens	75
8.5. Pension en cas de décès – Provision pour risque décès – Possible et non probable	76
9. Plus-values réalisées	77
9.1. Généralités – Frais de réalisation	77
9.2. Plus-values réalisées sur véhicules d'entreprise – Leasing – Délai d'investissement	78
9.3. Plus-values sur bateaux affectés à la navigation commerciale intérieure	78
9.4. Plus-value d'apport de branche ou d'universalité	83
9.5. Plus-values « taxation étalée »	84
9.5.1. Sortie d'indivision – Taxation du solde – Usufruit	84
Commentaire	84
9.5.2. Travaux immobiliers – Transformation – Remploi – Délai prolongé	84
9.6. Plus-values sur actions ou parts	85
10. Réserves occultes	87
10.1. Assurance vie – Qualification du contrat – Aléa – Produits financiers	87
10.2. Dette fictive – Présomption – Ensemble de faits	88
11. Amortissements	89
11.1. Annuité	89
11.1.1. Panneaux photovoltaïques – Taux d'amortissement	89

11.1.2. Autocar – Dépréciation réelle – Plus-value réalisée	89
11.1.3. IPP – Voiture – Preuve de la dépréciation – Immatriculation	90
11.1.4. Antiquités – Meubles – Usage professionnel	91
11.2. Amortissement dégressif	91
12. Majoration de la situation de début des réserves	92
13. Dépenses non admises	93
13.1. Principes	93
13.1.1. Frais de management – Prestations réelles	93
13.1.2. Frais de management – Preuve des prestations – Présomption du caractère professionnel	94
13.1.3. Rémunération de dirigeant – Date de paiement inconnue – Pas d’attribution	95
13.1.4. Prime d’assurance – Facture à recevoir – Dette	96
Commentaire	97
13.1.5. Frais de management – Infrastructure – Réalité des dépenses – Primauté de l’article 26 du CIR	97
13.1.6. Destruction de base imposable – Dépenses et objet social – Opération unique	98
13.2. Primauté de l’article 26 sur l’article 49 du CIR ?	99
13.2.1. Jusqu’à l’exercice d’imposition 2007	99
13.2.2. À partir de l’exercice d’imposition 2008	100
13.2.3. Cas particulier: financement de place d’accueil de la petite enfance	102
13.3. Amendes	103
13.3.1. Amende – Eurovignette – Pénalité	103
13.3.2. Indemnisations en raison des lois sociales – Faute – Exercice d’une activité professionnelle	104
13.4. Frais de voiture et moins-values sur véhicules	104
13.5. Frais de réception et cadeaux d’affaires	110
13.6. Frais de restaurant non déductibles	111
13.7. Avantages anormaux ou bénévoles	112
13.7.1. Prêt sans intérêt – Filiale en difficulté – Avantage	113
13.7.2. Avantage anormal – Actions – Évaluation du réviseur	113
13.8. Avantages sociaux	113
13.8.1. Chèques-repas – Dirigeant d’entreprise	113

13.8.2. Repas social – Prix coûtant – Dispositions administratives	115
13.8.3. Cadeau au personnel – Bicyclette – Jubilé	116
13.8.4. Garde d'enfant à domicile	116
13.8.5. Cotisation pour soins de santé – Fonds de prévoyance – Rémunérations	117
13.9. Réductions de valeur et moins-values sur actions	117
13.10. Autres	118
13.10.1. Dépenses liées à la corruption	118
13.10.2. Intérêts, etc., payés dans des paradis fiscaux	119
14. Dividendes distribués	119
14.1. Intérêts requalifiés en dividendes	120
14.1.1. Compte courant et prêt d'argent	120
14.1.2. Quasi-apport – Compte courant – Convention	123
14.1.3. Intérêts requalifiés – Société étrangère administrateur	124
14.2. Rachat d'actions propres	125
14.3. Liquidation	127
14.3.1. Liquidation simulée – Constitution de société nouvelle – Requalification – Respect des effets juridiques	127
14.3.2. Répartition des actifs – Valeur conventionnelle – Valeur de marché	130
14.4. Opérations de restructuration	130
15. Résultat de la période – Limitation des déductions sur le résultat négatif de la période	133
15.1. Avantages anormaux ou bénévoles reçus	133
15.2. Avantages financiers liés à la corruption	134
16. Revenus définitivement taxés	135
16.1. Condition de taxation	135
16.1.1. Filiale chinoise – Régime fiscal avantageux	135
16.1.2. Entités hybrides – Absence de personnalité juridique – Transparence fiscale	135
16.1.3. Filiale à Hong Kong – Activité extraterritoriale	136
16.1.4. Boni de liquidation – Plus-value sur actions	136
16.2. Nature d'immobilisation financière	137
16.3. Limitation de la déduction en fonction de la nature de la base imposable	139

17. Déduction pour revenus de brevets	145
18. Déduction pour capital à risque	151
18.1. Principes de calcul	151
18.1.1. Apport en numéraire de sociétés étrangères – Requalification	151
18.1.2. Premier exercice comptable – Augmentation du capital	151
18.2. Éléments correcteurs du capital à risque	153
18.2.1. Immeuble (et droits réels) à usage du dirigeant	153
18.2.2. Subside en capital	154
18.2.3. Actifs de placement – Portefeuille d’investissement	154
18.2.4. Goodwill de fusion – Plus-value d’apport – Plus-value exprimée	155
18.3. Intérêts notionnels et taux majoré pour les PME	157
18.4. Questions diverses	159
18.4.1. Comptes en devises – Déclaration – Taux de change	159
18.4.2. Financement de la société actionnaire – Limitation volontaire des intérêts notionnels	160
19. Pertes professionnelles antérieures	162
19.1. Modification des pertes antérieures	162
19.2. Modification des pertes antérieures – Comptabilité non probante	162
20. Déduction pour investissement	163
20.1. Désactivation à partir de l’exercice d’imposition 2007	163
20.2. Déduction pour la « réutilisation de récipients »	164
20.3. Déduction majorée pour investissement en matière de sécurisation	164
20.4. Synthèse des taux des déductions pour investissement	166
21. Base imposable	168
22. Cotisation distincte	173
22.1. La cotisation distincte et les avantages de toute nature	173
22.2. Corruptions publique et privée	174
22.2.1. Pas de discrimination avec l’IPP	174
22.2.2. Cotisation spéciale – Assimilation amende – Pouvoir de modération du juge	175
22.2.3. Avantages de toute nature non déclarés – Inscription en compte courant	176

22.2.4. Commissions – Factures irrégulières	176
22.2.5. Sanction – Pas de pouvoir de modération du juge	177
22.3. Les vrais commissions secrètes	178
23. Éléments imputables	178
23.1. Quotité forfaitaire d'impôt étranger (QFIE) pour revenus de brevets	178
23.2. Précompte mobilier	179
24. Divers	180
Actualités 2007 en matière de TVA	183
<i>Paul-Philippe HICK et Céline PAYEN</i>	
Introduction	183
1. Législation	183
1.1. Notion de transport intracommunautaire	183
1.1.1. Références	183
1.1.2. Entrée en vigueur	183
1.1.3. Commentaires	184
1.2. Création et mise en œuvre de l'unité TVA	184
1.2.1. Références	184
1.2.2. Entrée en vigueur	185
1.2.3. Commentaires	185
1.2.3.1. Origine	185
1.2.3.2. Objectifs poursuivis par l'instauration de ce système	185
1.2.3.3. Idée du régime	185
1.2.3.4. Modalités pratiques	186
1.2.4. Bibliographie	186
1.3. Modification du régime TVA des organismes publics	187
1.3.1. Références	187
1.3.2. Entrée en vigueur	187
1.3.3. Commentaires	188
1.3.4. Bibliographie	189
1.4. Modification de l'article 19 du Code TVA : réaction législative à la jurisprudence <i>Seeling</i>	189
1.4.1. Références	189
1.4.2. Entrée en vigueur	189

1.4.3. Commentaires	189
1.4.4. Bibliographie	190
1.5. Insertion d'un article <i>19bis</i> dans le Code TVA : « crainte de channeling »	191
1.5.1. Références	191
1.5.2. Entrée en vigueur	192
1.5.3. Commentaires	192
1.5.4. Bibliographie	192
1.6. Modification de l'article 21, § 3, 8°, du Code TVA : localisation des prestations des agents immobiliers	192
1.6.1. Références	192
1.6.2. Entrée en vigueur	192
1.6.3. Commentaires	192
1.6.4. Bibliographie	193
1.7. Modification des articles 32 et 33 du Code TVA : base d'imposition	194
1.7.1. Références	194
1.7.2. Entrée en vigueur	194
1.7.3. Commentaires	194
1.7.4. Bibliographie	196
1.8. Article 37 du Code TVA : taux de TVA	197
1.8.1. Références	197
1.8.2. Entrée en vigueur	198
1.8.3. Commentaires	198
1.8.3.1. Article 1 ^{er} de l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux	198
1.8.3.2. Articles <i>1bis</i> et <i>1ter</i> de l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux	199
1.8.3.3. Rubrique XXXVI (Logement social) du tableau A et rubrique X (Logement social) du tableau B de l'annexe à l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux	199

1.8.3.4. Rubrique XXXVII (Démolition et reconstruction de bâtiments dans des zones urbaines) du tableau A de l'annexe à l'A.R. n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux	199
1.8.4. Bibliographie	201
1.9. Articles 44, § 3, 2°, et 44, § 3, 2°, b), du Code TVA : modification en rapport avec l'article 19 du Code TVA – Jurisprudence <i>Seeling</i> et nouvelle circulaire en matière de leasing immobilier	201
1.9.1. Références	201
1.9.2. Entrée en vigueur	201
1.9.3. Commentaires	201
1.9.4. Bibliographie	201
1.10. Article 48, § 2, du Code TVA : révision de la TVA déduite afférente aux « services qui présentent des caractéristiques similaires à celles normalement associées à des biens d'investissement »	202
1.10.1. Références	202
1.10.2. Entrée en vigueur	202
1.10.3. Commentaires	202
1.10.4. Bibliographie	203
1.11. Article 51 ^{ter} du Code TVA : solidarité entre les personnes qui constituent un seul assujetti (unité TVA)	203
1.11.1. Références	203
1.11.2. Entrée en vigueur	203
1.11.3. Commentaires	203
1.12. Saisie conservatoire de marchandises par les agents de la TVA	204
1.12.1. Références	204
1.12.2. Entrée en vigueur	204
1.12.3. Commentaires	204
1.12.4. Bibliographie	204
1.13. Dépôt électronique des déclarations TVA	205
1.13.1. Références	205
1.13.2. Entrée en vigueur	205
1.13.3. Commentaires	205
1.13.4. Bibliographie	206
1.14. Procédure d'expertise en matière de biens immobiliers	206
1.14.1. Références	206

1.14.2. Entrée en vigueur	206
1.14.3. Commentaires	207
1.14.3.1. Régime antérieur	207
1.14.3.2. Nouveau régime	207
1.14.4. Bibliographie	208
1.15. Article 56 du Code TVA : régime de la franchise – Exclusion de certaines prestations de services	208
1.15.1. Références	208
1.15.2. Entrée en vigueur	208
1.15.3. Commentaires	209
1.16. Article 57 du Code TVA : exclusion des unités TVA du régime particulier des exploitants agricoles	209
1.16.1. Références	209
1.16.2. Entrée en vigueur	209
1.16.3. Commentaires	209
1.17. Amendes	210
1.17.1. Références	210
1.17.2. Entrée en vigueur	210
1.17.3. Commentaires	210
1.18. Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales : refus du droit à déduction	210
1.18.1. Références	210
1.18.2. Entrée en vigueur	210
1.18.3. Commentaires	211
1.18.4. Bibliographie	212
1.19. Conciliation fiscale	213
1.19.1. Références	213
1.19.2. Entrée en vigueur	213
1.19.3. Commentaires	213
1.19.4. Bibliographie	214
1.20. Surséance indéfinie au recouvrement de la TVA	215
1.20.1. Références	215
1.20.2. Entrée en vigueur	215
1.20.3. Commentaires	215
1.20.4. Bibliographie	217
1.21. Privilège légal pour le recouvrement	217
1.21.1. Références	217

1.21.2. Entrée en vigueur	217
1.21.3. Commentaires	217
1.21.4. Bibliographie	217
1.22. Article 88 <i>bis</i> du Code TVA : exigence d'une garantie réelle ou d'une caution personnelle	217
1.22.1. Références	217
1.22.2. Entrée en vigueur	218
1.22.3. Commentaires	218
1.22.4. Bibliographie	218
1.23. Article 88 <i>ter</i> du Code TVA : fermeture d'un établissement par décision du directeur régional	219
1.23.1. Références	219
1.23.2. Entrée en vigueur	219
1.23.3. Commentaires	219
1.24. Saisies conservatoires et actions judiciaires pendantes	220
1.24.1. Références	220
1.24.2. Entrée en vigueur	220
1.24.3. Commentaires	220
1.24.4. Bibliographie	221
1.25. Article 93 <i>ter</i> du Code TVA : obligation du notaire en cas d'acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un bien susceptible d'hypothèque	221
1.25.1. Références	221
1.25.2. Entrée en vigueur	221
1.25.3. Commentaires	221
1.26. La notification du receveur au notaire vaut saisie-arrêt et opposition sur le prix	222
1.26.1. Références	222
1.26.2. Entrée en vigueur	222
1.26.3. Commentaires	222
1.26.4. Bibliographie	222
1.27. Informations à fournir par les officiers publics lors de ventes publiques mobilières	222
1.27.1. Références	222
1.27.2. Entrée en vigueur	223
1.27.3. Commentaires	223
1.27.4. Bibliographie	223

1.28. Quelques autres modifications : article 93 ^{quaterdecies} du Code TVA (poursuites et instances) ; article 107 ^{ter} du Code TVA (entrée de la Roumanie et de la Bulgarie) ; article 109 du Code TVA (disposition transitoire concernant certaines prestations de services)	224
1.28.1. Références	224
1.28.2. Entrée en vigueur	224
1.29. Modifications de l'A.R. n° 3 du 10 décembre 1969 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'A.R. n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'A.R. n° 31 du 2 avril 2002 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique	224
2. Jurisprudence	226
2.1. Cour constitutionnelle	226
2.1.1. Arrêt du 17 octobre 2007 – Établissement des bases forfaitaires de taxation par l'A.R.	226
2.2. Cour de cassation	227
2.2.1. Arrêt du 19 janvier 2007 – Limitation du droit à déduction pour certains véhicules	227
2.2.2. Arrêt du 22 mars 2007 – Fraude à la TVA et droit à déduction du preneur	229
2.2.3. Arrêt du 5 octobre 2007 – Paris, loteries et jeux de hasard	229
2.3. Cour de justice des Communautés européennes	230
2.3.1. Arrêt du 18 juillet 2007 – TVA et arrhes	230
2.3.2. Arrêts du 27 septembre 2007 – Livraisons intracommunautaires	232
2.3.2.1. Arrêt <i>Tvoh International BV</i>	232
2.3.2.2. Arrêt <i>Teleos e.a.</i>	233
2.3.3. Arrêt du 18 octobre 2007 – Notion d'assujetti	236
2.3.4. Arrêt du 25 octobre 2007 – Concessions domaniales	237
Actualités 2007 en matière de procédure fiscale	241
<i>Christophe LENOIR</i>	
Introduction	241
1. Établissement de l'impôt	242

1.1. Déclaration par voie électronique – Comptes annuels des entreprises	242
1.1.1. Références	242
1.1.2. Entrée en vigueur	242
1.1.3. Commentaires	242
1.1.4. Bibliographie	243
1.2. Déclaration par voie électronique – Déclaration TVA	243
1.2.1. Références	243
1.2.2. Entrée en vigueur	243
1.2.3. Commentaires	243
1.2.4. Bibliographie	244
1.3. Déclaration par voie électronique – Déclaration au précompte professionnel – Fiches et relevés récapitulatifs	244
1.3.1. Références	244
1.3.2. Entrée en vigueur	245
1.3.3. Commentaires	245
1.3.4. Bibliographie	246
1.4. Communication d'un dossier judiciaire – Autorisation du Parquet	246
1.4.1. Références	246
1.4.2. Commentaires	246
1.4.3. Bibliographie	247
1.5. Secret bancaire et détournement de pouvoirs	248
1.5.1. Références	248
1.5.2. Commentaires	248
1.5.3. Bibliographie	250
1.6. Secret bancaire et sociétés de leasing	251
1.6.1. Références	251
1.6.2. Commentaires	252
1.6.3. Bibliographie	254
1.7. Secret bancaire et directive européenne MiFID	255
1.7.1. Références	255
1.7.2. Entrée en vigueur	256
1.7.3. Commentaires	256
1.7.4. Bibliographie	259
1.8. Secret bancaire et recouvrement de l'impôt	259
1.8.1. Références	259

1.8.2. Entrée en vigueur	259
1.8.3. Commentaires	259
1.8.4. Bibliographie	260
1.9. Situation indiciaria établie sur la base des renseignements fournis par le contribuable	260
1.9.1. Références	260
1.9.2. Commentaires	260
1.9.3. Bibliographie	262
1.10. Procédure de rectification – L’envoi de la notification de décision de taxation par recommandé	263
1.10.1. Références	263
1.10.2. Commentaires	263
1.10.3. Bibliographie	265
1.11. Délai spécial de trois mois (art. 355, CIR) – Calcul du délai	265
1.11.1. Références	265
1.11.2. Commentaires	265
1.11.3. Bibliographie	266
1.12. Délai spécial de douze mois (art. 358, § 1 ^{er} , 3 ^o , CIR) – Action judiciaire – Exercices d’imposition visés par le délai	267
1.12.1. Références	267
1.12.2. Commentaires	267
1.12.3. Bibliographie	269
2. Recours administratifs et judiciaires	269
2.1. Point de départ pour introduire une réclamation	269
2.1.1. Références	269
2.1.2. Commentaire	269
2.1.3. Bibliographie	271
2.2. Procédure de régularisation fiscale – Tarif d’imposition applicable aux revenus immobiliers, mobiliers et divers	271
2.2.1. Références	271
2.2.2. Commentaires	272
2.2.3. Bibliographie	274
2.3. Procédure de conciliation fiscale	275
2.3.1. Références	275
2.3.2. Entrée en vigueur	275
2.3.3. Commentaires	275
2.3.3.1. Objectifs poursuivis	275

2.3.3.2.	Procédure	276
2.3.3.3.	Conditions d'application	277
2.3.3.4.	Appréciation	280
2.3.4.	Bibliographie	281
2.4.	Réforme de la procédure judiciaire	282
2.4.1.	Références	282
2.4.2.	Entrée en vigueur	282
2.4.3.	Commentaires	282
2.4.3.1.	Généralités	282
2.4.3.2.	Introduction de l'instance	283
2.4.3.3.	Déroulement de l'instance – Mise en état des causes	283
2.4.3.4.	Particularités liées au contenu et à la forme des conclusions	284
2.4.3.5.	Plaidoiries	285
2.4.4.	Bibliographie	286
2.5.	Répétibilité des honoraires et des frais d'avocat	286
2.5.1.	Références	286
2.5.2.	Entrée en vigueur	286
2.5.3.	Commentaires	287
2.5.3.1.	Généralités	287
2.5.3.2.	Montant de l'indemnité de procédure	287
2.5.3.3.	Application de cette nouvelle réglementation en matière fiscale	289
2.5.4.	Bibliographie	289
2.6.	Réforme de l'expertise judiciaire	290
2.6.1.	Références	290
2.6.2.	Entrée en vigueur	290
2.6.3.	Commentaires	290
2.6.4.	Bibliographie	290
3.	Recouvrement de l'impôt	291
3.1.	Commandement de payer – Effet interruptif de prescription	291
3.1.1.	Références	291
3.1.2.	Commentaire	291
3.1.2.1.	Mesures de recouvrement d'une dette fiscale contestée	291
3.1.2.2.	1 ^{er} acte – Les arrêts des 10 octobre 2002 et 21 février 2003 de la Cour de cassation	291

3.1.2.3.	2 ^e acte – Réaction des contribuables	292
3.1.2.4.	3 ^e acte – Première réaction du législateur : l'introduction de l'article 443 ^{ter} du CIR	293
3.1.2.5.	4 ^e acte – Deuxième réaction du législateur : l'introduction d'une loi interprétative avec effet rétroactif	293
3.1.2.6.	5 ^e acte – Réaction jurisprudentielle suite à l'adoption de la loi interprétative du 9 juillet 2004	294
3.1.2.7.	6 ^e acte – Réaction de la Cour constitution- nelle : l'effet rétroactif de la loi est confirmé	295
3.1.2.8.	Dernier acte – La violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme	295
3.1.3.	Bibliographie	296
3.2.	Force exécutoire du rôle	297
3.2.1.	Références	297
3.2.2.	Entrée en vigueur	297
3.2.3.	Commentaires	297
3.2.4.	Bibliographie	299
3.3.	Fermeture d'entreprise	299
3.3.1.	Références	299
3.3.2.	Entrée en vigueur	299
3.3.3.	Commentaires	299
3.3.3.1.	Impôts sur les revenus	299
3.3.3.2.	TVA	301
3.3.3.3.	Appréciation	301
3.3.4.	Bibliographie	302
3.4.	Enregistrement des entrepreneurs	302
3.4.1.	Références	302
3.4.2.	Entrée en vigueur	303
3.4.3.	Commentaires	303
3.4.3.1.	Ancien régime	303
3.4.3.2.	Arrêt de la Cour de justice des Communau- tés européennes du 9 novembre 2006	303
3.4.3.3.	Modifications de la législation fiscale	304
3.4.3.4.	Modifications de la législation sociale	306
3.4.4.	Bibliographie	307
3.5.	Insaissabilité du domicile de l'indépendant	308
3.5.1.	Références	308

3.5.2.	Entrée en vigueur	308
3.5.3.	Commentaires	308
3.5.3.1.	Objectif poursuivi par le législateur	308
3.5.3.2.	Bénéficiaires du régime	309
3.5.3.3.	Immeubles protégés par le régime	309
3.5.3.4.	Procédure	310
3.5.3.5.	Opposabilité aux créanciers	311
3.5.3.6.	Fin du régime d'insaisissabilité	312
3.5.4.	Bibliographie	312
3.6.	Surséance indéfinie au recouvrement en matière de TVA	313
3.6.1.	Références	313
3.6.2.	Entrée en vigueur	313
3.6.3.	Commentaires	313
3.6.4.	Bibliographie	314
3.7.	TVA – Mesures conservatoires en cas de procédure judiciaire	315
3.7.1.	Références	315
3.7.2.	Entrée en vigueur	315
3.7.3.	Commentaires	315
3.8.	TVA – Saisie conservatoire de marchandises	315
3.8.1.	Références	315
3.8.2.	Entrée en vigueur	315
3.8.3.	Commentaires	316
3.8.4.	Bibliographie	316